L'insurrection fut le résultat d'une même situation et d'un mouvement spontané, général, en ce sens qu'il eut lieu presque partout, mais il ne fut ni unanime ni concerté.

Dès le XII^e siècle, l'affranchissement des communes fut consommé, le fait prévalut ; le droit était reconnu.

Les recherches nouvelles sur l'affranchissement des communes et notamment les savantes études de M. Luchaire, professeur à la Faculté des lettres de Paris. (*Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*), ont restitué à cette grande phase de l'affranchissement sa véritable physiologie.

L'origine de cet affranchissement n'est en réalité ni romaine ni germanique.

Les théories sur le rapprochement des noms au point de vue de l'origine romaine ont pour bases surtout des analogies de mots. Or, les chroniques des XII^e et XIII^e siècles appellent *Consules* les seigneurs et les comtes de l'époque féodale. On ne peut donc pas trouver dans ces appellations des traces des traditions romaines d'où proviendrait l'émancipation des manants, des bourgeois à cette époque.

Le système d'Augustin Thierry qui faisait dériver la commune de la *Ghilde* scandinave est aussi fort discuté maintenant. Le principe d'association dans les villes n'est pas non plus un fait purement *germain* ; les corporations de marchands et d'ouvriers étaient depuis longtemps organisées ainsi que les confréries religieuses et charitables dans le monde romain et gallo-romain. « L'association, dit avec raison M. Luchaire est un fait qui n'est ni germanique ni romain ; il est universel et se produit spontanément chez tous les peuples et dans toutes les classes sociales, quand les circonstances exigent et favorisent son apparition. »